

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
Cedex 03  
13331 Marseille

Marseille, le 22/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **GAZEL ENERGIE GENERATION**

Terril de Bramefan  
13710 FUVEAU

Références : D-1239-AIX-2022

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement GAZEL ENERGIE GENERATION implanté Terril de Bramefan 13710 FUVEAU. L'inspection a été annoncée le 01/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZEL ENERGIE GENERATION
- Terril de Bramefan 13710 FUVEAU
- Code AIOT dans GUN : 0006402175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

GAZEL ENERGIE GENERATION exploite sur la commune de Fuveau, une installation de stockage de déchet non dangereux et notamment les cendres de la centrale thermique de Meyreuil.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** Gestions des lixiviats

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Constat n°1 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article C1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Constat n°2 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article C2	/	Sans objet
Observation n°1 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article O1	/	Sans objet
Observation n°2 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article O2	/	Sans objet
Observation n°3 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article O3	/	Sans objet
Observation n°4 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article O4	/	Sans objet
Observation n°5 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article O5	/	Sans objet
Observation n°6 de l'inspection du 22 juin 2021	Lettre du 28/09/2021, article O6	/	Sans objet
Bassins de lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.3.2	/	Sans objet
Bassins de lixiviats et eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.4.11	/	Sans objet
Traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.3	/	Sans objet
Contrôles des équipements de collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.7.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, il a été contrôlé certaines prescriptions relatives à la gestion des lixiviats. À l'issue de celle-ci, il n'est pas proposé de suite administrative. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral associées aux traitements des lixiviats et les modalités de l'exploitant pour l'évacuation des lixiviats lorsque l'évaporation n'est pas suffisante ne sont pas en cohérence. Toutefois, ces dernières restent conformes à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. L'exploitant a indiqué qu'il présentera en octobre 2022, une demande de modification des prescriptions en ce sens des articles 4.3.2 et 9.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2017.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Constat n°1 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article C1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Concernant le suivi des niveaux piézométriques, l'exploitant n'a pas réalisé les cartes des courbes isopièzes. (Article 10.2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 décembre 2017)
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 29 novembre 2021, l'exploitant indique avoir demandé à un prestataire d'intégrer l'ensemble des éléments graphiques et présentations des résultats des campagnes piézométriques . Le rapport a été transmis à l'inspection le 06 décembre 2021. Ce rapport intègre bien des courbes isopièzes et l'exploitation de l'ensemble des données historiques disponibles. Toutefois, ce rapport ne fait apparaître les cartes des courbes isopièzes que pour la nappe inférieure du Bégudien. Pour la nappe supérieure du Bégudien, le prestataire justifie qu'un des trois piézomètres est arthésien, ce qui ne permet pas d'établir une carte izopièze. L'exploitant mettra à jour ce rapport annuellement.
<b>Observations : -</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Constat n°2 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article C2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation ne permet pas de rejeter les lixiviats vers le milieu naturel. Les lixiviats sont traités par évaporation ou élimination dans une filière dédiée. Le bassin de lixiviats est équipé d'une surverse passive. Or, si l'arrêté préfectoral d'autorisation permet de transférer ces lixiviats vers le bassin de rétention Est en cas d'événement exceptionnel ou de dysfonctionnement majeur, c'est sous réserve du respect des critères énumérés au III de l'article 9.1.6.3 de l'AP du 06 décembre 2017. De fait, cette surverse passive n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral puisque dans cette configuration, l'exploitant ne maîtrise pas le transfert et ne peut pas s'assurer du respect des critères prévus à l'article 9.1.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 décembre 2017, avant la surverse.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 29 novembre 2021, l'exploitant indique avoir complété son mode opératoire de surveillance des bassins de rétention. Celui-ci indique que la surveillance est hebdomadaire. Elle comprend un relevé du niveau du bassin de lixiviats. Si le niveau de ce bassin atteint 100 cm, une analyse des lixiviats est demandée. Ce niveau 100 cm correspond à un niveau de vigilance. L'abaque associée au mode opératoire montre un volume disponible de 1566 m3 au niveau de la buse de fuite. La buse de fuite est fermée par une vanne martellière. Cette dernière était fermée lors de la visite. L'exploitant explique que cette vanne a été ouverte en juin 2021 et en janvier 2022. Selon l'exploitant, ces opérations ont été réalisées après avoir reçu les analyses des lixiviats en date du 03 juin 2021 et le 1er décembre 2021. Il a été vérifié en séance que ces analyses sont conformes aux valeurs limites de l'article 9.1.6.3 de l'AP du l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 décembre 2017. L'exploitant transmettra une demande de modification de la prescription de l'article 9.1.6.3 afin de clarifier le mode opératoire associée à la vidange partielle de ce bassin en cas d'atteinte d'un niveau se rapprochant de la surverse.
<b>Observations : -</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - Prescription inadaptée
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Observation n°1 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article O1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Les analyses des eaux souterraines ne sont pas accompagnées d'une interprétation des résultats, notamment des représentations graphiques permettant d'afficher les éventuelles réponses amont-aval dans le temps.
<b>Constats :</b> Le rapport Ramboll transmis le 06 décembre 2021 permet de répondre à cette observation.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Observation n°2 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article O2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveau piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les graphiques des niveaux piézométriques sont absents pour les ouvrages F0bis, F3, F4ter et incomplets pour les ouvrages F1ter, F4 et F5.
<b>Constats :</b> Le rapport Ramboll transmis le 06 décembre 2021 permet de répondre à cette observation.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Observation n°3 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article O3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Observation n°2 de l'inspection du 22 juin 2021
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse des eaux de pluie non susceptibles d'être polluées du fait de l'absence de rejet dans le milieu naturel. L'exploitant doit décrire les moyens mis en place pour anticiper un rejet du bassin Ouest vers le milieu naturel.
<b>Constats :</b> Par son courrier du 29 novembre 2021, l'exploitant indique avoir lancé des mesures sur les eaux retenues dans les bassins sommital et Ouest. Il rappelle l'improbabilité de déversement dans le milieu naturel du fait du dimensionnement des bassins pour une pluie centennale. Par ailleurs, il réaffirme qu'aucun rejet dans le milieu naturel n'a été constaté. L'exploitant a présenté l'analyse du bassin Ouest le 05 janvier 2022. Pour l'ensemble des paramètres avec des VLE fixées par l'arrêté préfectoral, les analyses montrent des valeurs en dessous des limites de détection.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Observation n°4 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article O4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Observation n°4 de l'inspection du 22 juin 2021
<b>Prescription contrôlée :</b> Concernant la surveillance du niveau du bassin de lixiviats et pour en anticiper la surverse, l'exploitant répond qu'une ronde régulière est réalisée. Cette ronde prévoit de relever le niveau de ce bassin. L'exploitant doit transmettre l'organisation mise en place pour suivre le niveau du bassin de lixiviats.
<b>Constats :</b> Par son courrier du 29 novembre 2021, l'exploitant explique la surveillance hebdomadaire incluant le relevé du bassin de lixiviats. Celui-ci est tracé dans une fiche de visite. L'exploitant a montré en séance le graphique de suivi du niveau du bassin.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Observation n°5 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article O5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Observation n°5 de l'inspection du 22 juin 2021
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant n'a pas défini de seuils associés à des actions (définition des risques de surverse, déclenchement d'une analyse en cas de surverse prévisible, aspiration pour envoi en élimination, etc.)
<b>Constats :</b> Dans son mode opératoire, l'exploitant a défini le seuil de 100 cm pour déclencher une analyse des lixiviats. Il transmettra une demande visant à clarifier l'article 9.1.6.3.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Observation n°6 de l'inspection du 22 juin 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 28/09/2021, article O6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Observation n°6 de l'inspection du 22 juin 2021
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit transmettre un graphique montrant l'évolution du niveau du bassin de lixiviats lors des rondes de surveillance du site de BRAMEFAN aussi loin dans le temps que les informations détenues par l'exploitant le permettent. L'objectif étant de comptabiliser le nombre de fois où il y a eu surverse de ce bassin.
<b>Constats :</b> En séance, l'exploitant a montré le suivi du niveau du bassin depuis le 29 décembre 2020. Ce graphique ne montre pas d'atteinte du niveau du fil de l'eau de la surverse.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bassins de lixiviats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b> Exutoire, évaporation ou évacués dans la filière déchet
<b>Constats :</b> L'exploitant explique que lorsque le niveau du bassin de lixiviats se rapproche du niveau de la surverse, il ouvre la vanne de fuite (réalisées en juin 2021 et janvier 2022). Il ajoute que cette opération est réalisée après avoir vérifié la conformité des lixiviats avec les critères de l'article 9.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2017. Il transmettra une demande de modification des prescriptions des articles 9.1.6.3 et 4.3.2.
<b>Observations : -</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - prescription inadaptée
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bassins de lixiviats et eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 4.4.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liaison entre eaux polluées et pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
<b>Constats :</b> Le bassin de lixiviats est équipé d'une conduite de fuite avec une vanne martellière. Cette dernière était en position fermée lors de la visite. L'exploitant s'engage à ajouter la surveillance hebdomadaire, la vérification que cette dernière est bien en position fermée.
<b>Observations : -</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Traitement des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des lixiviats	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les lixiviats collectés sur le site sont traités principalement par évaporation naturelle. En cas d'évènement exceptionnel ou de dysfonctionnement majeur, ils pourront être transférés vers le bassin de rétention Est des eaux pluviales sous réserve qu'ils respectent les caractéristiques suivantes :	
Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Métaux totaux	< 15 mg/l.
Dont :	
Cr6+	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Cd	< 0,2 mg/l.
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
Hg	< 0,05 mg/l.
As	< 0,1 mg/l.
Fluor et composés (enF)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
CN libres	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.
Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.	
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les analyses des 06 juin 2021 et 1er décembre 2021 réalisées préalablement à l'ouverture de la vanne martellière du bassin de lixiviats. Ces analyses sont conformes aux critères fixés par l'article 9.1.6.3 de l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2017.	
<b>Observations :</b> -	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	

### Nom du point de contrôle : Contrôles des équipements de collecte des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 9.1.6.7.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles des équipements de collecte des lixiviats	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant relève une fois par semaine : - la hauteur de lixiviats dans le ou les bassins de collecte prescrits à l'article 9.1.6.3 du présent arrêté ;	
<b>Constats :</b> La surveillance hebdomadaire inclut le relevé du niveau du bassin de lixiviats.	
<b>Observations :</b> -	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	